ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 18 décembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la disponibilité des agents de l'Etat", a donné le 10 février 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 18e december 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel", heeft de 10e februari 1964 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Le projet établit une nouvelle réglementation de la disponibilité qui se substituera à celle qui est contenue dans l'arrêté royal du 30 mars 1939. Cette matière est complexe parce qu'elle règle la position administrative d'agents qui, pour des motifs divers, n'exercent plus effectivement leurs fonctions, mais qui gardent cependant encore la qualité d'agent de l'Etat et peuvent être appelés à reprendre l'exercice de leurs fonctions. La difficulté de régler cette matière provient de ce que le Gouvernement estime qu'il ne convient pas de soumettre tous les agents en disponibilité à un régime identique, et qu'il estime que le régime applicable doit varier selon le motif pour lequel l'agent est en disponibilité. Certains motifs d'éloignement du service peuvent ainsi conserver à l'agent plus de droits que d'autres motifs. Le nouveau texte du statut des agents de l'Etat contient dans ses articles 101 et 105 des règles générales indiquant la situation juridique de l'agent en activité de service et de l'agent en non-activité. Ces règles s'appliquent, sauf disposition contraire. Par contre, les articles 108 à 111 de ce statut ne contiennent pas, pour l'agent en disponibilité, une disposition correspondant à celle des articles 101 et 105 et qui indiquerait de façon générale quels droits l'agent en disponibilité peut faire valoir. En l'absence d'une telle disposition générale à laquelle on pourrait se référer pour déterminer la situation de l'agent en disponibilité lorsque celle-ci n'est pas définie par un texte particulier, il importe que la réglementation relative à la disponibilité indique de façon détaillée quels sont les droits de l'agent dans

../...

chacun des cas de mise en disponibilité. Si l'on veut éviter des contestations, il importe donc d'indiquer avec précision, pour chaque cas de mise en disponibilité :

1° quel est le traitement de l'agent;

2° si l'agent a droit à l'avancement de traitement;

3° si l'agent acquiert de l'ancienneté;

4° si l'agent en disponibilité peut obtenir une promotion ou un changement de grade;

5° si l'agent reste titulaire de son emploi ou si, au contraire, cet emploi est vacant et peut être attribué par voie de nomination à un autre agent;

6° comment l'agent peut être réintégré dans l'administration à l'expiration de son temps de disponibilité.

Il ne semble pas, par contre, que le régime disciplinaire des agents en disponibilité doive être réglé par des dispositions particulières. En effet, puisqu'il conserve la qualité d'agent de l'Etat, l'agent en disponibilité reste soumis en matière disciplinaire à l'autorité dont il dépendait au moment de sa mise en disponibilité, ce qui n'exclut pas qu'il puisse, en outre, dépendre d'une autre autorité si, pendant sa disponibilité en qualité d'agent de l'Etat, il exerce une autre fonction publique

II.

Le projet est divisé de la façon suivante :

.../...

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.

CHAPITRE II. - DISPOSITIONS PARTICULIERES.

Section Ière - De la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

Section II - De la disponibilité pour mission spéciale.

Section III - De la disponibilité pour maladie ou infirmité.

Section IV - De la disponibilité pour convenance personnelle.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS SPECIALES.

Ce dernier chapitre comprend sept articles.

L'article 23 règle un cas particulier de disponibilité, la mise en disponibilité de l'agent qui doit être mis à la retraite et n'a pas droit à la pension. Ce cas particulier de disponibilité devrait faire l'objet d'une section V du chapitre II, qui serait intitulée "De la disponibilité de l'agent qui, au moment où il atteint la limite d'âge ne compte pas le nombre d'années de service exigé pour l'obtention d'une pension".

L'article 24 contient une disposition qui complète le régime de disponibilité pour convenance personnelle. Cette disposition devrait figurer à la section IV du chapitre II qui concerne ce cas de mise en disponibilité.

.../...

L'article 25 est relatif à un cas particulier de disponibilité, la mise en disponibilité pour exercer "au Congo belge ou au Ruanda-Urundi" des fonctions relevant d'un service public ou d'un établissement reconnu d'utilité publique. Ce cas particulier de disponibilité devrait faire l'objet d'une section VI du chapitre II, qui serait intitulée "De la disponibilité pour exercer des fonctions publiques au Congo, au Rwanda ou au Burundi".

Si ces modifications étaient apportées au projet, le chapitre III ne comprendrait plus que les articles 26 à 29 et pourrait être intitulé "Dispositions finales".

\+

\+ \+

Par souci de concordance avec le statut et particulièrement avec l'article 98 de son nouveau texte, l'intitulé devrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat".

\+

\+ \+

PREAMBULE.

Il est proposé d'insérer dans le préambule, après l'alinéa 1er, un alinéa nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du ... , notamment les articles 98, 100, 108, 110 et 111;".

Il est proposé de rédiger le second considérant de la façon suivante :

"Considérant qu'en raison des modifications apportées à ce régime ainsi qu'à divers arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat, il convient que la matière de la disponibilité des agents de l'Etat fasse l'objet d'un arrêté nouveau".

\+

\+ +

Le projet est de nature à entraîner des dépenses nouvelles puisqu'il contient des règles relatives à la détermination du montant des traitements d'attente. En application des articles 6 et 24 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, l'accord du Ministre des Finances doit être mentionné dans le préambule du projet, avec référence à sa date.

\+

\+ +

Au sixième alinéa du préambule, les mots "Vu l'avis de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique" doivent être remplacés par les mots "Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique".

\+

\+ +

.. /...

Article 1er.

Cet article, qui contient une disposition générale, devrait être inséré dans le chapitre Ier.

Le second alinéa soumet les stagiaires en instance de réaffectation à certaines dispositions de la réglementation relative à la disponibilité. Dans l'avis qu'il a donné au sujet de l'article 17 d'un projet d'arrêté royal modifiant et coordonnant l'arrêté royal du 27 janvier 1953 relatif à la réaffectation des agents de l'Etat (L. 8597/1), le Conseil d'Etat a observé que la réaffectation ne pouvait se concevoir à l'égard des stagiaires du niveau 1 qui, pendant leur stage, n'occupent pas d'emploi.

L'expression "les stagiaires ... soumis à l'arrêté précité (c'est-à-dire l'arrêté royal du 2 octobre 1937)" n'est pas exacte, puisque les stagiaires ne sont soumis qu'à certaines dispositions du statut des agents de l'Etat.

Aux termes de l'article 1er du projet, la seule cause de disponibilité applicable aux stagiaires serait la disponibilité pour défaut d'emploi. Toutefois, une interprétation littérale des articles 1er, alinéa 2, et 11, alinéa 1er-1 et alinéa 3 du projet d'arrêté royal relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat (L. 8553/1) permettrait de considérer qu'un stagiaire peut être mis en disponibilité pour convenance personnelle. Il y a donc lieu de mettre les deux projets en concordance.

Sous réserve de cette dernière observation, il est proposé de rédiger l'article 1er de la façon suivante :

.../...

"Article 1er.-

Le présent arrêté est applicable aux seuls agents de l'Etat soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Toutefois, les stagiaires candidats agents de l'Etat, qui sont en instance de réaffectation, peuvent être mis en disponibilité par défaut d'emploi aux conditions générales et particulières fixées par le présent arrêté pour les agents de l'Etat de leur niveau".

C'est dans cet article qu'il y aurait éventuellement lieu de prévoir en outre une disposition relative à la mise en disponibilité de certains stagiaires pour convenance personnelle".

Article 2.

Cet article dispose que "la mise en disponibilité des agents de l'Etat est prononcée ...". Il résulte de l'article 17 du projet que dans un cas, la mise en disponibilité ne devra pas être prononcée mais qu'elle se réalisera de plein droit. L'article 2 devrait donc commencer par les mots "Sous réserve des dispositions particulières qui prévoient que l'agent est de plein droit en disponibilité, la mise en disponibilité des agents de l'Etat est prononcée ... ".

D'autre part, tenant compte de l'observation formulée au sujet de l'article 5 du statut (avis L.8594) et dans un souci de clarté,il est proposé de remplacer au 3° les mots : "par l'autorité qui ... 2 octobre 1937" par les mots : "par le Ministre ou par le chef d'administration auquel il a confié le pouvoir".

.../...

Article 3.

L'énumération contenue à l'alinéa 1er n'est pas complète. Il résulte, en effet, de l'article 23 du projet que le régime de disponibilité prévu par cet article comprend l'octroi d'un traitement d'attente. Il convient donc de compléter le premier alinéa par les mots "ainsi qu'aux agents mis en disponibilité parce qu'ils ont atteint l'âge de la retraite et ne comptent pas le nombre d'années de service exigé pour l'obtention d'une pension".

Article 4.

La division en alinéas n'est pas identique dans les deux versions du texte; il y a lieu de le mettre en concordance.

Le premier alinéa établit une péréquation automatique des traitements d'attente en cas d'augmentation des traitements. Il prévoit l'application "du statut pécuniaire en vigueur". Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que le projet se réfère non pas au statut pécuniaire en vigueur à la date à laquelle l'agent a été mis en disponibilité, mais au statut pécuniaire en vigueur au moment où le traitement est dû. Il conviendrait donc de compléter cet alinéa par les mots : "au cours du mois pour lequel le traitement d'attente est dû".

La seconde phrase du deuxième alinéa dispose que "... si le traitement d'attente ne doit pas être ramené au chiffre de la pension de retraite, les services militaires accomplis avant l'entrée en fonction ne sont pas pris en considération". L'alinéa 3 (1) dispose que "les services militaires admissibles ne peuvent être comptés que pour leur durée simple". Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que la

.../...

(1) La dernière phrase de l'alinéa 2 dans la version néerlandaise.

règle énoncée à l'alinéa 3 ne doit s'appliquer, comme celle énoncée à la seconde phrase du deuxième alinéa, que si le traitement d'attente ne doit pas être ramené au chiffre de la pension de retraite.

Il résulte, en outre, des explications données par le délégué du Ministre que les règles énoncées aux alinéas 2 et 3 se réfèrent pour la détermination de l'ancienneté qui permet de fixer le montant des traitements d'attente aux règles énoncées dans la législation relative aux pensions, mais en excluant les bonifications de services militaires prévues par cette législation, sauf lorsque le traitement d'attente doit être ramené au chiffre de la pension. L'exclusion de ces bonifications prévues par la législation ne soulève pas de problème de légalité, puisque cette législation n'impose ces bonifications que pour le paiement des pensions et qu'elle ne les impose pas pour le paiement des traitements d'attente. Le Gouvernement n'a cependant pas l'intention d'exclure pour la détermination du montant des traitements d'attente, les bonifications d'ancienneté prévues par l'article 13 des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947 relatives aux priorités. Ces bonifications d'ancienneté accordées par la loi s'appliquent d'ailleurs aux traitements d'attente comme aux traitements d'activité et leur application ne pourrait pas être écartée par arrêté royal.

Compte tenu de ces observations, il est proposé de remplacer les alinéas 2 et 3 par la disposition suivante :

"Les années de service qui interviennent dans le calcul du traitement d'attente, sont celles qui entrent en compte pour l'établissement de la pension de retraite. Toutefois, quand le traitement d'attente ne doit pas être ramené au chiffre de la pension de retraite, les services militaires accomplis avant l'entrée en fonction ne sont pas pris en considération et les services militaires admissibles ne sont comptés que pour leur durée simple, sans

.../...

préjudice de l'application de l'article 13 des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947 relatives aux priorités".

Article 5.

Le premier alinéa de cet article dispose que, dans certains cas de mise en disponibilité, la durée de la disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente ne peut dépasser, en une ou plusieurs fois, la durée des services effectifs rendus par l'agent à partir de l'âge de 19 ans, y compris les services temporaires, intérimaires, provisoires ou coloniaux admissibles pour le calcul de la pension de retraite. L'article 67, § 1er, du nouveau texte du statut des agents de l'Etat (avis L. 8594/1) dispose que "l'agent est réputé prester des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut, de par son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement". Dans certains cas de mise en disponibilité, l'agent conserve ses titres à l'avancement de traitement. Il en résultera, dans ces cas, que le temps passé en disponibilité comptera pour déterminer la durée pendant laquelle l'agent pourra être maintenu en disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente. Telle n'est manifestement pas l'intention du Gouvernement. C'est pourquoi il est proposé de compléter l'alinéa 2 et de le rédiger comme suit :

"Ne sont pas pris en considération les services militaires que l'agent aurait accomplis avant son admission dans les administrations de l'Etat et le temps que l'agent a passé en disponibilité".

.../...

Article 6.

Le second alinéa est rédigé de la façon suivante : "Le paiement de son traitement d'attente est suspendu jusqu'à cette comparution". Il pourrait être déduit de cette disposition qu'aucun traitement d'attente ne sera payé au cours de la première année de mise en disponibilité, ce qui n'est pas l'intention du Gouvernement. Il est donc proposé de rédiger cet alinéa de la façon suivante :

"Si l'agent ne comparaît pas devant le service de santé administratif à l'époque fixée par l'alinéa 1er, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'à sa comparution".

Article 7.

Cet article paraît superflu; en effet, tout agent de l'Etat peut à tout moment solliciter sa comparution devant le service de santé administratif s'il estime se trouver dans les conditions requises pour obtenir sa mise à la retraite pour maladie ou infirmité; aucune disposition particulière ne retire ce droit aux agents en position de disponibilité.

Article 9.

L'article 9 et l'article 10 prévoient successivement le cas où l'agent n'a pas été remplacé dans son emploi et le cas où l'agent a été remplacé dans son emploi. Il doit être déduit de ces articles que l'agent en disponibilité peut être remplacé, ce qui suppose que son emploi soit vacant. Cette règle selon laquelle l'emploi qu'occupait un agent en disponibilité est vacant ou peut être

.../...

considéré comme vacant est importante, puisque l'article 73 nouveau du statut des agents de l'Etat (L. 8594/1) prescrit, sous réserve de certaines dérogations, que la promotion et le changement de grade ne peuvent avoir lieu qu'en cas de vacance. En raison de l'influence qu'elle exercera sur l'application de l'article 73 du statut, la règle selon laquelle l'emploi qu'occupait un agent en disponibilité peut être conféré à un autre agent devrait être énoncée expressément. Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que l'intention du Gouvernement est de permettre au Ministre de décider, en tenant compte des nécessités du service et de la durée probable de la disponibilité, si l'emploi qu'occupait un agent mis en disponibilité doit être ou non attribué à un autre agent. Il convient, toutefois, de relever qu'en cas de mise en disponibilité par défaut d'emploi, la question de la vacance de l'emploi ne se pose pas. En outre, il semble évident que dans deux cas de mise en disponibilité, l'emploi que l'agent occupait sera vacant et qu'un autre agent pourra y être nommé. Il s'agit de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et de la mise en disponibilité de l'agent qui atteint la limite d'âge. Il conviendrait donc d'insérer après l'article 8 un article nouveau, qui pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Article ...

En dehors des cas où l'agent a été mis en disponibilité par défaut d'emploi, par retrait d'emploi dans l'intérêt du service ou parce qu'il a atteint la limite d'âge, le Ministre décide si l'emploi dont était titulaire l' agent mis en disponibilité doit être considéré comme vacant".

.../...

Cette disposition pourrait être complétée, si le Gouvernement estimait que l'emploi ne peut être considéré comme vacant que dans certains cas de disponibilité ou lorsque la durée prévisible de la disponibilité atteint un certain délai. Le Gouvernement pourrait également subordonner à une procédure consultative, la décision considérant l'emploi comme vacant.

\+ +

L'observation qui précède en appelle une autre relative à l'acquisition de l'ancienneté par les agents en disponibilité. Les articles 64 et 66 du nouveau texte du statut des agents de l'Etat (L.8594/1) rendent admissibles, pour le calcul de l'ancienneté de grade, de niveau ou de service, "les services effectifs que l'agent a prestés ..., en faisant partie d'un Ministère, sans interruption volontaire et comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes".

Aux termes de l'article 67, § 1er,"l'agent est réputé prester des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut de par son statut son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement".

L'application de ces textes aux agents en disponibilité présentera des difficultés. On pourra se demander si l'agent est réputé accomplir des services effectifs lorsqu'il a droit à l'avancement de traitement non pas "de par son statut", mais, comme c'est le cas pour l'agent visé à l'article 16 du projet, en vertu d'une disposition spéciale motivée que l'autorité est autorisée à prendre par ce statut.

.../...

On pourra se demander également si l'agent en disponibilité fait encore partie du Ministère comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes. La réponse à cette question est négative pour l'agent en disponibilité qui a été remplacé. Il résulte de ces observations que les règles générales nouvelles insérées dans le statut des agents de l'Etat pour déterminer l'ancienneté des agents s'appliquent difficilement au cas des agents en disponibilité. La détermination de l'ancienneté étant importante, notamment pour les promotions, elle devrait être réglée de façon précise dans le présent projet.

Selon les renseignements donnés par le délégué du Ministre, l'intention du Gouvernement est d'admettre que l'agent en disponibilité acquerra de l'ancienneté s'il conserve ses titres à l'avancement de traitement. Pour réaliser cette intention, un article nouveau rédigé comme suit devrait être inséré à la fin du chapitre Ier :

"Article ...

Pour le calcul de l'ancienneté de grade, de niveau ou de service, il est tenu compte du temps pendant lequel l'agent en disponibilité a conservé ses titres à l'avancement de traitement".

Il convient de relever que les agents en disponibilité pour exercer des fonctions publiques au Congo, au Rwanda ou au Burundi bénéficient, pour leur réintégration dans les cadres, d'un régime particulier établi par la loi. Ce régime a d'abord été établi par l'article 33 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge. Il a été confirmé par la loi du 27 juillet 1962 accordant certaines garanties aux fonctionnaires, magistrats et militaires belges, autorisés à accepter des fonctions publiques au Congo et au Ruanda-Urundi. Cette législation conserve entièrement aux fonctionnaires autorisés à exercer

.../...

des fonctions publiques au Congo, au Rwanda ou au Burundi, le bénéfice de leur ancienneté et de leurs droits à l'avancement. Elle implique que les années passées au Congo, au Rwanda ou au Burundi doivent être prises en considération pour le calcul de l'ancienneté du fonctionnaire.

Article 10.

Cet article appelle plusieurs observations :

1° il envisage le cas de l'agent qui sollicite sa réintégration à l'expiration du terme assigné à sa disponibilité et qui a été remplacé. Il prévoit l'application de la procédure de réaffectation.

Dans l'économie du projet, un cas de mise en disponibilité apparaît comme une mesure pour laquelle aucun terme n'est prévu, si ce n'est l'admission à la pension. Il s'agit de la mise en disponibilité de l'agent qui a atteint l'âge de la retraite. Dans ce cas, l'agent ne pourra pas solliciter sa réintégration. Dans d'autres cas, au contraire, le projet fixe un terme à la disponibilité ou charge l'autorité compétente de fixer ce terme. Tel est le cas de la mise en disponibilité pour mission spéciale, de la mise en disponibilité pour convenance personnelle et de la mise en disponibilité pour exercer des fonctions publiques au Congo, au Rwanda ou au Burundi.

.../...

En cas de mise en disponibilité pour maladie ou infirmité, le projet ne prévoit pas expressément la fixation d'un terme à cette mesure, ce qui se conçoit puisque ce terme n'est pas prévisible. Il paraît évident cependant que, lorsque le service de santé administratif aura constaté l'aptitude d'un agent en disponibilité pour maladie ou infirmité , ou son inaptitude définitive, l'autorité mettra fin à la disponibilité.

Le projet ne prévoit pas de terme à la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service. Cette mesure pourra, dans certains cas, ne prendre fin que par la mise à la retraite. Mais l'intérêt du service pouvant varier d'une époque à l'autre, il peut se concevoir que l'autorité mette fin à la décision plaçant un agent en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service. Dans ce cas, l'agent pourra invoquer le bénéfice de l'article 10.

La situation des agents en disponibilité par défaut d'emploi est particulière. Les modalités de leur réaffectation sont prévues par la réglementation relative à la réaffectation et par celle relative aux agents de l'ancien Ministère des Affaires africaines sur lesquelles le Conseil d'Etat a donné son avis sous les n°s L. 8597/1 et L.8601/1.Le terme de leur mise en disponibilité sera leur admission à la pension ou leur réaffectation. L'application à ces agents de l'article 10 du projet ne se conçoit pas.

2° Cet article dispose que l'agent qui sollicite sa réintégration au terme de sa mise en disponibilité et qui a été remplacé, jouit des possibilités de réaffectation prévues par la réglementation relative à la réaffectation des agents de l'Etat. Cette réglementation prévue au projet qui fait l'objet de l'avis n° L. 8597/1 impose en son

.../...

article 2 une nouvelle répartition des emplois et prévoit ensuite des mesures de réaffectation proprement dite. Le projet actuel se référant aux possibilités de réaffectation prévues par l'arrêté royal relatif à la réaffectation, il semble qu'il n'y aura pas lieu de procéder à la redistribution des emplois préalablement aux autres mesures de réaffectation. Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Ministre que telles sont les intentions du Gouvernement.

3° L'alinéa 2 dispose que jusqu'à sa réaffectation, l'agent est maintenu en disponibilité et qu'un traitement d'attente lui est attribué.

Il y a lieu de déduire des mots "maintenu en disponibilité" que l'agent continuera, pour la détermination de sa position administrative, à être soumis au régime de disponibilité qui lui était applicable.

Bien que le régime de la réaffectation soit applicable à l'agent visé à l'alinéa 2, cet alinéa déroge à deux règles qui font partie de ce régime. En effet, l'agent est maintenu dans sa position de disponibilité jusqu'à sa réaffectation, alors que l'agent en instance de réaffectation est d'abord en activité de service (article 3 du projet d'arrêté royal relatif à la réaffectation des agents de l'Etat - L. 8597/1) et est, ensuite, placé en disponibilité par défaut d'emploi lorsqu'il est en instance de réaffectation depuis un an (article 11 du projet).

4° L'alinéa 2 établit des règles particulières pour l'agent en disponibilité pour exercer une fonction publique au "Congo belge ou au Ruanda-Urundi". Ces dispositions sont nécessaires pour respecter l'article 33 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge, disposition reprise par la loi du 27 juillet 1962 accordant certaines garanties aux fonctionnaires, magistrats et militaires belges, autorisés à accepter des fonctions publiques

.../...

au Congo et au Ruanda-Urundi. Elles doivent, pour respecter cette dernière loi, être étendues aux agents mis en disponibilité pour exercer des fonctions publiques au Congo, au Rwanda ou au Burundi après l'indépendance de ces territoires.

Compte tenu de ces observations, il est proposé de rédiger l'article 10 de la façon suivante :

"Article 10.-

Les agents qui sollicitent leur réintégration à l'expiration du terme assigné à leur disponibilité et qui ont été remplacés dans leur emploi sont assimilés aux agents en instance de réaffectation et bénéficient des possibilités de réaffectation prévues par les articles 3 et suivants de l'arrêté royal du ... relatif à la réaffectation des agents de l'Etat.

Par dérogation à l'arrêté précité, ces agents sont, jusqu'à leur réaffectation, maintenus dans la position de disponibilité dans laquelle ils se trouvaient. Ils conservent le traitement d'attente qui leur était accordé dans cette position. S'ils n'en avaient pas, il leur est alloué un traitement d'attente qui ne peut dépasser la moitié de leur dernier traitement d'activité. Lorsqu'il s'agit soit d'un agent qui avait été mis en disponibilité pour exercer au Congo belge ou au Ruanda-Urundi des fonctions relevant d'un service public ou d'un organisme exploitant des services d'utilité publique, soit d'un agent mis en disponibilité pour exercer des fonctions publiques au Congo, au Rwanda ou au Burundi, le traitement d'attente est égal au traitement d'activité dont l'agent aurait bénéficié s'il était resté en activité de service. Ce traitement d'attente est dû à partir du jour où l'agent se remet effectivement à la disposition de l'administration".

.../...

Article 11.

Cet article dispose que l'agent en instance de réaffectation qui n'a pas été réaffecté dans un délai d'un an à partir de sa mise en instance de réaffectation est d'office en disponibilité par défaut d'emploi. Il convient de relever que la mise en disponibilité par défaut d'emploi est également prévue par l'article 9, § 1er, de l'arrêté royal du 26 juin 1962 relatif à la situation administrative des agents de l'Etat de l'ancien Ministère des Affaires africaines.

Le Conseil d'Etat a déjà décidé qu'un texte prévoyant la mise en disponibilité d'office après une certaine période ne signifiait pas qu'à l'expiration de cette période, la mise en disponibilité avait lieu de plein droit mais qu'elle devait , au contraire, être prononcée par l'autorité compétente, parce qu'elle plaçait l'intéressé dans une position administrative nouvelle (arrêt n° 4754, MANGUETTE, du 22 décembre 1955). Cette interprétation devra être admise également pour l'application de l'article 11 du projet. Elle est confirmée par l'article 14 du projet ,dont il doit être déduit que la mise en disponibilité par défaut d'emploi doit être précédée d'une proposition. Il y aurait donc lieu d'écrire : " ... est mis en disponibilité par défaut d'emploi". Si cette interprétation ne correspondait pas aux intentions du Gouvernement, il conviendrait de remplacer à l'article 11, les mots "d'office" par les mots "de plein droit". Mais, dans ce cas, il y aurait lieu de modifier aussi l'article 14 ,qui prévoit une proposition de mise en disponibilité par défaut d'emploi.

.../...

Article 12.

Le second alinéa fait intervenir, pour le calcul du traitement d'attente, le nombre d'années de "services administratifs effectifs". Les alinéas 2 et 3 de l'article 4 du projet qui, en vertu de l'article 3, sont applicables aux agents mis en disponibilité par défaut d'emploi, précisent quels sont les services qui interviennent dans le calcul du traitement d'attente. Pour éviter toute équivoque, il conviendrait de remplacer à l'alinéa 2, l'expression "années de services administratifs effectifs" par l'expression "années de service".

A cet alinéa, il y a lieu de remplacer le signe % par p.c. ; cette remarque vaut également pour les articles 13 et 19.

A l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire in fine "...selon le mode prévu à l'alinéa 2; toutefois, le taux ... ".

Article 13.

Cet article définit la situation administrative de l'agent en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service. Il ne conserve pas expressément à l'agent les titres à la promotion et à l'avancement de traitement. On peut en déduire que l'agent en disponibilité pour ce motif perdra ces titres. Il serait cependant utile que le projet se prononce expressément sur cette question comme il le fait pour les autres cas de disponibilité. On pourrait, dès lors, se demander pour quel motif cette question n'est pas réglée pour les agents en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service. Il est donc proposé d'ajouter à l'article 13 un alinéa nouveau rédigé comme suit :

"L'agent en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service perd ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement".

.../...

L'article 13 appelle, en ce qui concerne l'expression "années de services administratifs effectifs", employée à l'alinéa 1er et à l'alinéa 2, la même observation que l'article 12. L'article 4, alinéa 2, du projet est applicable pour le calcul du traitement d'attente de l'agent en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service. Par conséquent, les années de services qui interviendront dans le calcul du traitement d'attente seront celles dont il est tenu compte pour l'établissement de la pension de retraite. Or, en vertu de l'article 22 de la loi du 2 août 1955, portant péréquation des pensions de retraite et de survie, ces services comprennent les services administratifs accomplis au Congo belge et au Ruanda-Urundi. L'alinéa 3 de l'article 13 devrait donc être omis.

Article 14.

Cet article ouvre à l'agent qui fait l'objet d'une proposition de mise en disponibilité par défaut d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, un recours devant la chambre de recours, alors qu'aucune disposition réglementaire ne prévoit que les décisions plaçant les agents en disponibilité pour ces motifs doivent être précédées d'une proposition et n'indique l'autorité compétente pour établir cette proposition. Il est donc proposé de rédiger cet article de la façon suivante :

"Article 14.-

La mise en disponibilité par défaut d'emploi ou par retrait d'emploi dans l'intérêt du service doit être précédée d'une proposition établie par ... Cette proposition est notifiée à l'agent qui peut exercer un recours devant la chambre de recours compétente".

.../...

Article 15.

Il est proposé de rédiger cet article de la façon suivante :

"Article 15

La disponibilité pour mission spéciale n'est accordée que pour des missions confiées à l'agent xw par le Gouvernement belge, un Gouvernement étranger, un organisme international ou une administration publique belge ou étrangère . Elle n'est accordée que lorsque la durée, l'importance ou la nature de la mission ne se concilient pas avec l'exercice normal de la fonction principale ".

Il est superflu : 1° de préciser qu'il doit s'agir d'organismes reconnus par le Gouvernement belge : aucun texte ne prévoit une telle reconnaissance, et, au surplus, il sera toujours loisible au Ministre de ne pas accorder la mise en disponibilité; 2° de préciser que les missions doivent "être acceptées par l'autorité compétente" la chose allant de soi.

\+

\+ \+

Au sujet des articles 15 et 16, il y a lieu d'observer qu'il existe des textes particuliers relatifs à l'organisation de certains services publics, qui prévoient que ces services peuvent comprendre parmi leur personnel des agents de l'Etat. Certains de ces textes particuliers définissent en partie le statut de ces agents de l'Etat. On peut citer à titre d'exemples :

.../...

- L'article 37 de l'arrêté royal du 16 septembre 1959 fixant le statut du président, du secrétaire général et du personnel du Conseil national de la politique scientifique, qui dispose que si ces emplois sont occupés par des agents de l'Etat, ceux-ci sont détachés et "placés hors cadre".

- L'article 14 de l'arrêté royal du 4 mai 1962 fixant le statut du secrétaire général de l'Office de la coopération au développement et du personnel de cet Office et modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération avec les pays en voie de développement, qui précise que :

> "Les fonctions prévues par le cadre organique du personnel de l'Office peuvent être confiées à des agents de l'Etat mis, à cet effet, en congé...".

- L'article 265, alinéas 1er et 5, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963, relatif à l'emploi et au chômage, en vertu duquel :

> "Le personnel de l'Office peut comprendre des agents de l'Etat. Dans leur administration d'origine, ces agents sont mis en disponibilité pour mission spéciale ... ".

Dans la mesure où ces dispositions sont contraires aux règles nouvelles du statut, elles seront abrogées en vertu de l'article 7 de l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs aux agents de l'Etat (L. 8593), à moins qu'elles ne soient expressément maintenues en vigueur par l'article 8 du même arrêté.

.../...

La mise en disponibilité pour mission spéciale appelle une autre observation. Des agents d'un Ministère peuvent être appelés à exercer, à titre temporaire, des fonctions dans un autre Ministère. Des agents peuvent aussi être détachés de leur administration pour occuper un emploi dans une autre administration, alors que l'interpénétration des cadres n'existe pas entre celles-ci. La pratique montre qu'il a été recouru à des procédés différents, lorsqu'il a fallu régler la situation administrative de ces agents dans le service qu'ils avaient temporairement abandonné. Dans certains cas, ces agents ont été placés "hors cadre" sur base de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat. Dans d'autres cas, ils ont fait l'objet d'un arrêté de "détachement", mesure administrative qui n'est expressément prévue par aucun texte réglementaire. Dans d'autres cas, encore, ces agents ont été mis en disponibilité pour mission spéciale. Enfin, il a été parfois recouru à une mesure combinant deux de ces procédés juridiques . En vue d'assurer une pratique uniforme, il y aurait lieu de régler, par une disposition expresse, la situation des agents détachés dans une administration de l'Etat dont le personnel est soumis au statut du 2 octobre 1937.

Article 17.

Le projet place l'agent de plein droit en disponibilité lorsque la durée de ses congés de maladie ou d'infirmité excède le maximum prévu à l'article 13 du

.../...

projet d'arrêté royal relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat (L.8653). Une exception est toutefois faite à cet article 13 par l'article 14 du même projet. Cette exception devrait être rappelée.

Le projet dispose que la mise en disponibilité s'opérera "de plein droit". Selon les renseignements donnés par le délégué du Ministre, c'est à dessein que cette expression a été employée. Il en résulte qu'aucune décision ne sera juridiquement nécessaire pour que la position administrative de l'agent soit modifiée, ce qui n'exclut pas que dans un souci de bonne organisation administrative, cette modification soit constatée dans un acte.

Il est proposé de rédiger l'article 17 de la façon suivante :

"Article 17.-

Sous réserve de l'article 14 de l'arrêté royal du ... relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, l'agent se trouve de plein droit en disponibilité lorsqu'il est absent pour cause de maladie ou d'infirmité après avoir atteint la durée maximum des congés qui peuvent lui être accordés pour ce motif par application de l'article 13 de l'arrêté précité".

.../...

Article 22.

Cet article prévoit la démission d'office de l'agent. Ainsi qu'il a déjà été dit à l'occasion de l'examen de l'article 11, un texte prévoyant la modification d'office de la position de l'agent ne signifie pas que cette position sera modifiée de plein droit, sans qu'intervienne une décision de l'autorité . Pour éviter toute difficulté, il convient de remplacer les mots : "est d'office considéré" par les mots "peut être considéré".

Article 23.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er de la façon suivante :

"Est placé en disponibilité, l'agent qui, au moment où il atteint l'âge de la retraite, ne compte pas le nombre d'années de service exigé pour l'obtention d'une pension".

Le troisième alinéa dispose que l'agent en disponibilité parce qu'il a atteint l'âge de la retraite doit se conformer aux prescriptions de l'article 6. Cet alinéa est inutile et doit être omis, puisque l'article 6 est une disposition générale et que, par conséquent, elle s'applique, sauf disposition contraire, à tous les cas de disponibilité.

Article 24.

Le 1° devrait être rédigé de la façon suivante :

"1° pour l'agent qui avait été engagé au Congo belge ou au Ruanda-Urundi au service d'une entreprise ne répondant pas aux conditions fixées par l'article 25".

Si le Gouvernement entend maintenir le bénéfice de cette mesure aux agents qui sont entrés en service au Congo, au Rwanda ou au Burundi après l'accession de ces territoires à l'indépendance, l'article 24 devrait être complété par une disposition nouvelle qui serait rédigée de la façon suivante :

"2° pour l'agent engagé au Congo, au Rwanda ou au Burundi au service d'une entreprise qui ne répond pas aux conditions fixées par l'article 25".

Le 2° actuel deviendrait ainsi un 3°.

Dans chacun des textes proposés ci-dessus, la référence à l'article 25 devra être revue si le Gouvernement se rallie à la proposition d'insérer de nouvelles dispositions dans le chapitre Ier.

Article 25.

La situation administrative de l'agent qui exerçait des fonctions publiques au Congo belge ou au Ruanda-Urundi était réglée par une disposition légale,

.../...

l'article 33 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge, qui garantissait à l'agent la conservation de l'ancienneté et des titres à l'avancement. Ces mesures de garantie ont été étendues aux services accomplis au Congo, au Rwanda ou au Burundi par la loi du 27 juillet 1962. Il est indispensable de prévoir un régime particulier pour les agents qui peuvent invoquer le bénéfice de cette loi puisque le régime de la mise en disponibilité pour mission spéciale n'assure pas aux agents les droits qui leur sont garantis par cette loi.

Compte tenu de cette observation, il est proposé de rédiger l'article 25 de la façon suivante :

"Article ... -

Aucun traitement d'attente n'est accordé :

1° à l'agent qui avait été mis en disponibilité pour exercer au Congo belge ou au Ruanda-Urundi une fonction publique mentionnée à l'article 33 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge;

2° à l'agent mis en disponibilité pour exercer au Congo, au Rwanda ou au Burundi une fonction publique mentionnée à l'article 1er de la loi du 27 juillet 1962 accordant certaines garanties aux fonctionnaires, magistrats et militaires belges, autorisés à accepter des fonctions publiques au Congo et au Ruanda-Urundi.

.../...

L'agent mis en disponibilité conformément à l'alinéa 1er garde ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement.

La durée de sa disponibilité est égale à la durée de son engagement ou de son contrat".

Article 26.

L'arrêté royal du 30 mars 1939 ayant été modifié plusieurs fois, il y aurait lieu de prévoir l'abrogation de l'arrêté royal du 30 mars 1939 modifié par ...

Il conviendrait de prévoir également l'abrogation de l'arrêté royal du 11 avril 1940 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat.

Le mot "toutefois", qui commence le second alinéa, devrait être omis.

L'abrogation de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat soulève le problème des effets de cette abrogation sur les arrêtés royaux qui se réfèrent à cet arrêté. On peut citer notamment l'arrêté du Régent du 12 juin 1946 portant application au personnel scientifique de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat (1) et l'arrêté royal du 12 juillet 1951 relatif à la mise en disponibilité des membres du personnel

.../...

(1) Modifié par l'article 80 de l'arrêté royal du 31 octobre 1953.

enseignant et scientifique des établissements relevant de l'administration des beaux-arts et des lettres. Les problèmes que soulèvent les arrêtés qui se réfèrent à un arrêté abrogé ou modifié ont été énoncés dans l'avis donné sur le projet d'arrêté royal "portant réforme de la situation administrative des agents de l'Etat" (L.8593/1). La question se pose d'autant plus à l'occasion du présent projet que l'article 1er, par une disposition nouvelle, prévoit que l'arrêté est applicable aux seuls agents de l'Etat soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Si le Gouvernement entend rendre immédiatement applicables les règles contenues dans le projet aux titulaires de fonctions dont le régime de disponibilité a été fixé par référence à l'arrêté royal du 30 mars 1939, il devra substituer, dans les arrêtés royaux concernant ces personnes, la référence faite à l'arrêté du 30 mars 1939 par une référence à l'arrêté actuellement en projet.

Si, au contraire, le Gouvernement entend maintenir pour ces personnes le régime établi par l'arrêté royal du 30 mars 1939, il devrait ajouter au premier alinéa de l'article 26 du projet une seconde phrase qui serait rédigée de la façon suivante :

"Cet arrêté royal reste, toutefois, applicable, dans les conditions prévues par l'arrêté du Régent du 12 juin 1946 portant application au personnel scientifique de l'arrêté royal du 30 mars 1939, relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat, et par l'arrêté royal

.../...

du 12 juillet 1951 relatif à la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant et scientifique des établissements relevant de l'administration des beaux-arts et des lettres... (1) aux personnes que ces arrêtés royaux concernent".

Article 27.

Pour assurer la sauvegarde des droits acquis, il conviendrait d'ajouter à cet article une seconde phrase rédigée comme suit : "Cette revision n'a pas d'effet rétroactif".

Il est rappelé que dans l'avis qu'il a donné sur un projet d'arrêté royal "modifiant et coordonnant" l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui porte le statut des agents de l'Etat, le Conseil d'Etat a formulé une observation au sujet du cas des agents placés "hors cadre" (L. 3594/1, observation relative à l'article 98).

\+

\+ \+

Le projet contient des dispositions organiques relatives aux traitements. Il doit donc, en application de l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées, être contresigné par le Ministre des Finances.

---

(1) A compléter éventuellement par la mention d'autres arrêtés.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Het ontwerp-besluit stelt een nieuwe disponibiliteitsregeling in de plaats van die van het koninklijk besluit van 30 maart 1939. De materie is ingewikkeld, want zij regelt de administratieve stand van ambtenaren die om allerlei redenen hun ambt niet meer werkelijk uitoefenen, maar toch Rijksambtenaar blijven en kunnen worden opgeroepen om hun ambt weder op te nemen. Dat de materie zo moeilijk te regelen is, ligt hieraan, dat de Regering niet alle ambtenaren in disponibiliteit dezelfde regeling wenst te geven, maar verschil in regeling nodig acht al naar de redenen van de disponibiliteit. Bepaalde redenen waarom de ambtenaar uit de dienst verwijderd wordt, kunnen hem meer rechten doen behouden dan andere. In de nieuwe tekst van het statuut van het Rijkspersoneel, artikelen 101 en 105, geven algemene regelen de rechtstoestand van de ambtenaar in actieve dienst en van de ambtenaar op non-activiteit aan. Die regelen vinden toepassing behoudens daarmee strijdige bepaling. De artikelen 108 tot 111 van dat statuut daarentegen bevatten voor de ambtenaar in disponibiliteit geen met die van de artikelen 101 en 105 corresponderende bepaling, die in het algemeen zou aangeven welke rechten de ambtenaar in disponibiliteit kan doen gelden. Bij gemis van zulk een algemene bepaling aan de hand waarvan kan worden uitgemaakt wat de toestand van de ambtenaar in disponibiliteit is als geen bijzondere tekst die toestand omschrijft, dient de disponibiliteitsregeling omstandig te bepalen, welke de rechten van de ambtenaar in ieder disponibiliteitsgeval zijn. Wil men betwistingen voorkomen, dan moet men dus voor ieder van die gevallen nauwkeurig zeggen :

.../...

1° welke de wedde van de ambtenaar is;

2° of hij recht heeft op bevordering tot een hogere wedde;

3° of hij anciënniteit verkrijgt;

4° of de ambtenaar in disponibiliteit een bevordering of een verandering van graad kan verkrijgen;

5° of hij titularis van zijn betrekking blijft dan wel of die betrekking vacant is en bij wege van benoeming aan een andere ambtenaar kan worden toegekend;

6° hoe hij na het verstrijken van zijn disponibiliteit opnieuw in de administratie kan worden opgenomen.

Aan een aparte tuchtregeling voor ambtenaren in disponibiliteit daarentegen bestaat geen behoefte. Zij blijven immers Rijksambtenaar en dus in tuchtzaken onderworpen aan de overheid waaronder zij ressorteerden toen zij in disponibiliteit werden gesteld, wat niet wegneemt dat zij ook onder een andere overheid kunnen ressorteren, als zij tijdens die disponibiliteit een ander openbaar ambt uitoefenen.

II.

Het ontwerp is als volgt ingedeeld :

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

HOOFDSTUK II. - BIJZONDERE BEPALINGEN.

Afdeling I.- Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst.

.../...

Afdeling II. - Terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht.

Afdeling III.- Terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid.

Afdeling IV. - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden.

HOOFDSTUK III. - BIJZONDERE BEPALINGEN .

Dit laatste hoofdstuk telt zeven artikelen.

Artikel 23 regelt een bijzonder geval van disponibiliteit, die van de ambtenaar die in ruste moet worden gesteld en geen recht heeft op pensioen. Dat bijzonder geval van disponibiliteit zou moeten staan onder een afdeling V van hoofdstuk II : "Disponibiliteit van de ambtenaar die bij het bereiken van de grensleeftijd niet het aantal jaren dienst telt, vereist voor het verkrijgen van een pensioen".

Artikel 24 bevat een bepaling tot aanvulling van de regeling inzake disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden. Die bepaling zou moeten staan onder afdeling IV van hoofdstuk II, die op dat geval van disponibiliteit betrekking heeft.

Artikel 25 heeft betrekking op een bijzonder geval van disponibiliteit, namelijk om "in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi" een ambt uit te oefenen "afhangende van een openbare dienst of van een instelling die erkend is als zijnde van openbaar nut". Dit zou behandeld moeten worden in een afdeling VI van hoofdstuk II : "Disponibiliteit om in Congo, Rwanda of Burundi een openbaar ambt uit te oefenen".

.../...

Worden die wijzigingen in het ontwerp aangebracht, dan telt hoofdstuk III nog alleen de artikelen 26 tot 29, te noemen : "Slotbepalingen".

+

+ +

Ter wille van de overeenstemming met het statuut, meer bepaald met artikel 98 van zijn nieuwe tekst, leze men het opschrift als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende de stand disponibiliteit van het Rijkspersoneel".

+

+ +

AANHEF.

Voorgesteld wordt, in de aanhef, na het eerste lid, een nieuw lid in te voegen, als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van ..., inzonderheid op de artikelen 98, 100, 108, 110 en 111;".

+

+ +

.../...

De tweede considerans leze men als volgt :

"Overwegende dat de wijzigingen in die regeling en in verschillende besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel, een nieuw besluit inzake disponibiliteit voor dat personeel wenselijk maken".

+

+ +

Het ontwerp kan nieuwe uitgaven meebrengen, want het bevat regelen tot vaststelling van het wachtgeld. Krachtens de artikelen 6 en 24 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, moet het akkoord van de Minister van Financiën, met zijn datum, in de aanhef van het ontwerp worden vermeld.

+

+ +

In het zesde lid van de aanhef moeten de woorden: "Gelet op het advies van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt" worden vervangen door : "Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt".

+

+ +

Artikel 1.

Dit artikel, een algemene bepaling, zou moeten worden ingevoegd in hoofdstuk I.

.../...

Het tweede lid onderwerpt de stagiairs in instantie van wedertewerkstelling aan sommige bepalingen van de disponibiliteitsregeling. In het advies dat de Raad van State heeft gegeven in verband met artikel 17 van een ontwerp-koninklijk besluit tot wijziging en coördinatie van het koninklijk besluit van 27 januari 1953 betreffende de wedertewerkstelling van de Rijksambtenaren (L. 8597/1), heeft hij opgemerkt dat van wedertewerkstelling geen sprake kan zijn voor stagiairs van niveau 1 die, gedurende hun stage, geen betrekking bekleden.

De woorden "de stagiairs ... die onder voormeld besluit vallen (dit is het koninklijk besluit van 2 oktober 1937)" zijn niet juist, want slechts enkele bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel zijn op stagiairs van toepassing.

Luidens artikel 1 van het ontwerp zou alleen de disponibiliteit wegens ontstentenis van betrekking op stagiairs van toepassing zijn. Naar de letter van de artikelen 1, tweede lid, en 11, eerste lid, 1, en derde lid, van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen (L. 8653/1) zou een stagiair wegens persoonlijke aangelegenheden in disponibiliteit kunnen worden gesteld. Beide ontwerpen moeten daarom in overeenstemming worden gebracht.

Onder voorbehoud van deze laatste opmerking, leze men artikel 1 als volgt :

.../...

"Artikel 1.-

Dit besluit is alleen van toepassing op Rijksambtenaren die onder het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 vallen.

Stagiairs kandidaat-Rijksambtenaren in instantie van wedertewerkstelling, kunnen echter wegens ontstentenis van betrekking in disponibiliteit worden gesteld onder de algemene en bijzondere voorwaarden, welke dit besluit voor Rijksambtenaren van hun niveau bepaalt".

Dit artikel zou ook de goede plaats zijn voor een eventuele bepaling betreffende de disponibiliteit van sommige stagiairs wegens persoonlijke aangelegenheden.

Artikel 2.

Dit artikel bepaalt dat "de terbeschikkingstelling van de Rijksambtenaren wordt uitgesproken ...". Uit artikel 17 van het ontwerp blijkt dat er één geval is waarin de disponibiliteit niet uitgesproken moet worden maar van rechtswege ontstaat. Artikel 2 zou dus moeten beginnen met de woorden "Behoudens de bijzondere bepalingen die stellen dat de ambtenaar van rechtswege in disponibiliteit is, wordt de disponibiliteit van Rijksambtenaren uitgesproken ...".

Gelet op de opmerking bij artikel 5 van het statuut (advies L. 8594) en duidelijkheidshalve, vervange men bovendien in de tekst onder 3° de woorden : "door de overheid die ... 2 oktober 1937" door de woorden : "door de Minister of door het hoofd van bestuur wie hij daartoe bevoegdheid heeft verleend".

.../...

Artikel 3.

De opsomming in het eerste lid is niet volledig. Uit artikel 23 van het ontwerp blijkt dat de aldaar bedoelde disponibiliteitsregeling voorziet in de toekenning van een wachtgeld. Het eerste lid moet derhalve worden aangevuld met de woorden : "alsook aan de ambtenaren die in disponibiliteit gesteld zijn omdat zij de pensioenleeftijd hebben bereikt en niet het aantal jaren dienst tellen, vereist voor het verkrijgen van een pensioen".

Artikel 4.

De onderverdeling in alinea's is niet dezelfde in beide versies; men brenge beide versies in overeenstemming. Krachtens het eerste lid wordt het wachtgeld automatisch geperekwateerd ingeval de wedden verhogen. Het stelt dat "de van kracht zijnde bezoldigingsregeling" wordt toegepast. Volgens de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, wordt daarmede niet bedoeld de bezoldigingsregeling welke van kracht is de dag dat de ambtenaar in disponibiliteit is gesteld, maar die welke van kracht is op het tijdstip dat de wedde verschuldigd is. Het eind van die alinea zou dus als volgt moeten worden gelezen : "overeenkomstig de bezoldigingsregeling die van kracht is gedurende de maand waarvoor het wachtgeld verschuldigd is".

In zijn tweede volzin bepaalt het tweede lid : "Ingeval ... het wachtgeld niet op het cijfer van het rustpensioen moet worden gebracht, wordt er geen rekening gehouden met de vóór de indiensttreding volbrachte militaire diensten". Het tweede lid, derde volzin (1) bepaalt : "De in aanmerking komende militaire diensten kunnen slechts worden aangerekend voor hun enkele duur". Volgens de

.../...

(1) Derde lid in de Franse tekst.

gemachtigde van de Minister moet deze laatste regel, evenals die van de tweede volzin van het tweede lid, alleen worden toegepast indien het wachtgeld niet moet worden teruggebracht op het bedrag van het rustpensioen.

Naar de gemachtigde van de Minister nog heeft verklaard, verwijzen de regelen van het tweede lid voor de vaststelling van de anciënniteit waarop het wachtgeld wordt bepaald, naar de regelen van de pensioenwetgeving, met uitsluiting evenwel van de in die wetgeving bedoelde bijslagen wegens militaire dienst, behalve wanneer het wachtgeld moet worden teruggebracht op het bedrag van het pensioen. Tegen uitsluiting van die door de wetgeving verleende bijslagen is geen wettelijk bezwaar, want die wetgeving stelt die bijslagen voor de betaling alleen van de pensioenen en niet van het wachtgeld verplicht. De Regering is echter niet voornemens voor het bepalen van het wachtgeld, de anciënniteitsbijslagen, bepaald in artikel 13 van de gecoördineerde prioriteitswetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, buiten beschouwing te laten. Die bij de wet verleende anciënniteitsbijslagen gelden immers en voor het wachtgeld,en voor de activiteitswedde; een koninklijk besluit kan dat niet tegengaan.

Met inachtneming van deze opmerkingen, wordt voorgesteld het tweede lid door de volgende bepaling te vervangen :

"Voor de berekening van het wachtgeld tellen mede de jaren dienst die in aanmerking komen voor het vaststellen van het rustpensioen. Wanneer echter het wachtgeld niet moet worden teruggebracht op het bedrag van het rustpensioen, komen de militaire diensten, volbracht vóór de indiensttreding, niet in aanmerking en worden de in

.../...

aanmerking komende militaire diensten slechts aangerekend voor hun enkele duur, onverminderd de toepassing van artikel 13 van de gecoördineerde prioriteitswetten van 3 augustu 1919 en 27 mei 1947".

Artikel 5.

Het eerste lid van dit artikel bepaalt dat in sommige gevallen de disponibiliteit met wachtgeld niet langer mag duren, in één of meer keren, dan de werkelijke diensten die de ambtenaar vanaf de leeftijd van 19 jaar heeft verricht, met inbegrip van de voor de berekening van het rustpensioen in aanmerking komende tijdelijke, interimaire, voorlopige of koloniale diensten. Artikel 67, § 1, van de nieuwe tekst van het statuut van het Rijkspersoneel (advies L. 8594/1) bepaalt : "De ambtenaar wordt ondersteld werkelijke diensten te verstrekken zolang hij zich in een administratieve stand bevindt tengevolge waarvan hij, op grond van zijn statuut, zijn activiteitswedde of, bij ontstentenis daarvan, het recht op de bevordering tot een hogere wedde behoudt". In sommige gevallen van disponibiliteit, behoudt de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde. De tijd, in disponibiliteit doorgebracht, zou dan meetellen om te bepalen hoelang de ambtenaar in disponibiliteit met wachtgeld mag blijven. Zo lijkt de Regering het kennelijk niet te verstaan. Daarom wordt voorgesteld het tweede lid aan te vullen en als volgt te lezen :

"De militaire diensten die de ambtenaar mocht hebben volbracht vóór zijn toelating in de Rijksbesturen en de tijd die hij in disponibiliteit heeft doorgebracht, komen niet in aanmerking".

.../...

Artikel 6.

Het tweede lid luidt als volgt : "De uitkering van zijn wachtgeld wordt geschorst tot wanneer hij aldus verschenen is". Hieruit zou kunnen worden afgeleid dat in de loop van het eerste jaar disponibiliteit geen wachtgeld wordt betaald. Zo bedoelt de Regering het echter niet. Derhalve wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

"Verschijnt de ambtenaar niet voor de administratieve gezondheidsdienst op het tijdstip bepaald in het eerste lid, dan wordt de uitkering van zijn wachtgeld vanaf dat tijdstip geschorst tot hij verschijnt".

Artikel 7.

Dit artikel lijkt overbodig, want ieder Rijksambtenaar kan te allen tijde vragen om voor de administratieve gezondheidsdienst te verschijnen, indien hij meent de voorwaarden te vervullen om wegens ziekte of gebrekkigheid in ruste te worden gesteld; geen bijzondere bepaling ontneemt dat recht aan de ambtenaren in disponibiliteit.

Artikel 9.

Artikel 9 en artikel 10 handelen achtereenvolgens over het geval dat de ambtenaar niet en over het geval dat hij wel in zijn betrekking is vervangen. Uit die artikelen moet worden afgeleid dat de ambtenaar in disponibiliteit kan worden vervangen, hetgeen veronderstelt dat zijn

.../...

betrekking vacant is. Die regel dat de betrekking die werd uitgeoefend door een ambtenaar in disponibiliteit, vacant is of als vacart kan worden beschouwd, is van belang, want het nieuwe artikel 73 van het statuut van het Rijkspersoneel (L. 8594/1) schrijft, behoudens sommige afwijkingen, voor dat bevordering en verandering van graad alleen kunnen plaats hebben ingeval betrekkingen vacant zijn. De regel dat de betrekking die werd uitgeoefend door een ambtenaar in disponibiliteit, aan een andere ambtenaar kan worden toegekend, heeft zo'n invloed op de toepassing van artikel 73 van het statuut dat hij uitdrukkelijk moet worden gesteld. Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, wil de Regering de Minister, met inachtneming van de behoeften van de dienst en van de vermoedelijke duur van de disponibiliteit, laten beslissen of de betrekking die door een ambtenaar in disponibiliteit werd uitgeoefend, al dan niet aan een andere ambtenaar moet worden toegekend. Toch moet erop worden gewezen dat in geval van disponibiliteit wegens ontstentenis van betrekking de vraag van de vacature zich niet voordoet. Bovendien lijkt het geen betoog te behoeven dat in twee gevallen van disponibiliteit, de betrekking welke de ambtenaar uitoefende vacant zal zijn en dat daarin een ander ambtenaar zou kunnen worden benoemd. Bedoeld worden de disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en de disponibiliteit van de ambtenaar die de grensleeftijd bereikt. Na artikel 8 zou derhalve een nieuw artikel moeten worden ingevoegd, dat als volgt kan worden gelezen :

"Artikel ...

Buiten de gevallen waarin de ambtenaar in disponibiliteit is gesteld wegens ontstentenis van betrekking, wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of omdat hij de grensleeftijd heeft bereikt, beslist de

.../...

Minister of de betrekking waarvan de in disponibiliteit gestelde ambtenaar titularis was, als vacant moet worden beschouwd".

Die bepaling zou nog kunnen worden aangevuld, indien de Regering mocht oordelen dat de betrekking alleen als vacant kan worden beschouwd in sommige gevallen van disponibiliteit of wanneer de vermoedelijke duur van de disponibiliteit een zekere termijn beloopt. De Regering zou de beslissing waarbij de betrekking als vacant wordt beschouwd ook kunnen nemen na toepassing van een adviesprocedure.

\+

\+ \+

Deze opmerking roept een andere op in verband met het verkrijgen van anciënniteit door ambtenaren in disponibiliteit. De artikelen 64 en 66 van de nieuwe tekst van het statuut van het Rijkspersoneel (L. 8594/1) nemen voor het berekenen van de graad-, niveau- of dienstanciënniteit in aanmerking : "de werkelijke diensten die de ambtenaar ... heeft verstrekt terwijl hij, zonder vrijwillige onderbreking tot een Ministerie behoorde en als titularis van een ambt met volledige prestaties".

Luidens artikel 67, § 1, "wordt de ambtenaar ondersteld werkelijke diensten te verstrekken zolang hij zich in een administratieve stand bevindt tengevolge waarvan hij, op grond van zijn statuut, zijn activiteitswedde of bij ontstentenis daarvan, het recht op de bevordering tot een hogere wedde behoudt".

.../...

De toepassing van deze teksten op ambtenaren in disponibiliteit zal moeilijkheden opleveren. Men kan zich afvragen of de ambtenaar geacht wordt werkelijke diensten te volbrengen wanneer hij recht heeft op bevordering tot een hogere wedde, niet "op grond van zijn statuut", maar, zoals het geval is met de ambtenaar bedoeld in artikel 16 van het ontwerp, krachtens een gemotiveerde speciale beslissing welke de overheid krachtens dat statuut kan nemen.

Ook kan men zich afvragen of de ambtenaar in disponibiliteit nog tot het Ministerie behoort als titularis van een betrekking met volledige prestaties. Het antwoord op die vraag luidt ontkennend voor de ambtenaar in disponibiliteit die vervangen is. Uit dit alles volgt dat de nieuwe algemene regelen die in het statuut van het Rijkspersoneel zijn ingevoegd om de anciënniteit van de ambtenaren te bepalen, bezwaarlijk op ambtenaren in disponibiliteit kunnen worden toegepast. Aangezien het bepalen van de anciënniteit van belang is, onder meer voor de bevorderingen, zou dit tot in bijzonderheden in het onderhavige ontwerp moeten worden geregeld.

Volgens de gemachtigde van de Minister wil de Regering aannemen dat de ambtenaar in disponibiliteit anciënniteit verkrijgt indien hij zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde behoudt. Om die bedoeling

.../...

tot werkelijkheid te maken, zou aan het slot van hoofdstuk I een nieuw artikel moeten worden ingevoegd, als volgt :

"Artikel ...

Voor het berekenen van de graad-, niveau- of dienstanciënniteit, wordt rekening gehouden met de tijd gedurende welke de ambtenaar in disponibiliteit zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde heeft behouden".

Er dient op te worden gewezen dat de ambtenaren in disponibiliteit om in Congo, in Rwanda of in Burundi openbare ambten uit te oefenen, voor hun wederopneming in de kaders, een bijzondere regeling genieten die bij de wet is vastgesteld, en wel in de eerste plaats in artikel 33 van de wet van 18 oktober 1908 op het beheer van Belgisch-Congo. Die regeling is bevestigd door de wet van 27 juli 1962 waarbij sommige waarborgen worden verleend aan de Belgische ambtenaren, magistraten en militairen die gemachtigd zijn in Congo en in Ruanda-Urundi openbare ambten te aanvaarden. Krachtens die wetgeving behouden ambtenaren die gemachtigd zijn openbare ambten in Congo, in Rwanda of in Burundi te aanvaarden, volledig hun anciënniteit en hun aanspraken op bevordering. Zij impliceert dat de in Congo, in Rwanda of in Burundi doorgebrachte jaren in aanmerking moeten komen voor het berekenen van de anciënniteit van de ambtenaar.

.../...

Artikel 10.

Bij dit artikel zijn een aantal opmerkingen te maken :

1° bedoeld wordt het geval van de ambtenaar die vraagt om weder in dienst te worden genomen bij het verstrijken van de termijn van zijn disponibiliteit en die vervangen is. Toegepast wordt de procedure van wedertewerkstelling.

In de opzet van het ontwerp lijkt één geval van disponibiliteit een maatregel te zijn waarvoor geen termijn is bepaald, tenzij dan de toelating tot het pensioen, namelijk de disponibiliteit van de ambtenaar die de pensioenleeftijd heeft bereikt. In dat geval kan de ambtenaar niet vragen om weder in dienst te worden genomen. In andere gevallen daarentegen, stelt het ontwerp een termijn vast inzake disponibiliteit of gelast het de bevoegde overheid die termijn vast te stellen, namelijk de disponibiliteit wegens bijzondere opdracht, de disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden en de disponibiliteit wegens het uitoefenen van openbare ambten in Congo, Rwanda of Burundi.

Voor het geval dat een ambtenaar in disponibiliteit wordt gesteld wegens ziekte of gebrekkigheid, bepaalt het ontwerp niet uitdrukkelijk dat voor die maatregel een termijn moet worden gesteld, hetgeen best aan te nemen is, aangezien niet vooraf kan worden bepaald wanneer die disponibiliteit een einde zal nemen. Het lijkt echter vanzelf te spreken dat, wanneer de administratieve gezondheidsdienst een ambtenaar die wegens ziekte of gebrekkigheid in disponibiliteit is, geschikt dan wel voorgoed ongeschikt heeft verklaard, de overheid een einde aan de disponibiliteit zal maken.

.../...

Het ontwerp zegt niet wanneer de disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst eindigt. Die maatregel zal in bepaalde gevallen eerst met de inrustestelling een einde kunnen nemen. Het belang van de dienst kan echter van de ene periode tot de andere verschillen, zodat kan worden aangenomen dat de overheid een einde maakt aan de beslissing, die een ambtenaar in disponibiliteit stelt wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst. Dan kan de ambtenaar zich beroepen op toepassing van artikel 10.

De ambtenaren in disponibiliteit wegens ontstentenis van betrekking, verkeren in een bijzondere toestand. Hun wedertewerkstelling is geregeld in de desbetreffende reglementering alsook in die met betrekking tot de ambtenaren van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken, waarover de Raad van State advies heeft gegeven onder de nummers L.8597/1 en L.8601/1. Hun disponibiliteit zal eindigen met hun inrustestelling of hun wedertewerkstelling. Het gaat niet op, artikel 10 van het ontwerp op die ambtenaren toe te passen.

2° Dit artikel bepaalt dat de ambtenaar die, "bij het verstrijken van de aan zijn beschikbaarheid toegewezen termijn, zijn terugneming aanvraagt en in zijn betrekking vervangen werd" de mogelijkheden voor wedertewerkstelling geniet welke bepaald zijn in de regeling betreffende de wedertewerkstelling van de Rijksambtenaren. Die regeling, welke vastgesteld is in het ontwerp waarover advies nr L.8597/1, schrijft in haar artikel 2 een nieuwe verdeling van de betrekkingen voor, en stelt vervolgens maatregelen inzake eigenlijke wedertewerkstelling. Aangezien het onderhavige ontwerp verwijst naar de mogelijkheden voor

.../...

wedertewerkstelling, bedoeld in het koninklijk besluit betreffende de wedertewerkstelling, wil het voorkomen dat de betrekkingen niet opnieuw zullen moeten worden verdeeld alvorens de andere maatregelen inzake wedertewerkstelling worden toegepast. Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, bedoelt de Regering het zo.

3° Het tweede lid bepaalt dat de ambtenaar tot zijn wedertewerkstelling "ter beschikking gesteld blijft" en dat hem een wachtgeld wordt toegekend.

Uit de woorden "blijft hij ter beschikking gesteld" moet worden afgeleid dat de ambtenaar, voor het bepalen van zijn administratieve stand, voort zal vallen onder de disponibiliteitsregeling die op hem van toepassing was.

Ofschoon de regeling inzake wedertewerkstelling ook geldt voor de in het tweede lid bedoelde ambtenaar, wijkt dat lid af van twee bepalingen uit die regeling. De ambtenaar blijft immers in zijn stand van disponibiliteit tot zijn wedertewerkstelling, terwijl de ambtenaar in instantie van wedertewerkstelling eerst in actieve dienst is (artikel 3 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de wedertewerkstelling van de Rijksambtenaren - L.8597/1) en vervolgens in disponibiliteit wegens ontstentenis van betrekking wordt gesteld, wanneer hij sedert één jaar in instantie van wedertewerkstelling is (artikel 11 van het ontwerp).

.../...

4° Het tweede lid stelt bijzondere regelen voor de ambtenaar in disponibiliteit wegens het uitoefenen van een openbaar ambt in "Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi". Die bepalingen zijn nodig ter inachtneming van artikel 33 van de wet van 18 oktober 1908 op het beheer van Belgisch-Congo, welke bepaling overgenomen is in de wet van 27 juli 1962 waarbij sommige waarborgen worden verleend aan de Belgische ambtenaren, magistraten en militairen die gemachtigd zijn in Congo en in Ruanda-Urundi openbare ambten te aanvaarden. Ter wille van laatstgenoemde wet moeten zij worden uitgebreid tot de ambtenaren die in disponibiliteit zijn wegens uitoefening van openbare ambten in Congo, Rwanda of Burundi, nadat die gebieden onafhankelijk zijn geworden.

Met inachtneming van deze opmerkingen, wordt voorgesteld artikel 10 als volgt te lezen :

"Artikel 10.-

Ambtenaren die bij het verstrijken van de voor hun disponibiliteit bepaalde termijn vragen om weder in dienst te worden genomen en die in hun betrekking vervangen zijn, worden gelijkgesteld met ambtenaren in instantie van wedertewerkstelling en genieten de mogelijkheden tot wedertewerkstelling, bepaald in de artikelen 3 en volgende van het koninklijk besluit van ... betreffende de wedertewerkstelling van de Rijksambtenaren.

In afwijking van genoemd besluit blijven die ambtenaren, tot hun wedertewerkstelling, in de stand van disponibiliteit waarin zij zich bevonden. Zij behouden het wachtgeld dat hun in die stand was toegekend. Hadden zij geen wachtgeld, dan wordt er hun een toegekend dat de helft van hun laatste activiteitswedde niet mag overschrijden. Betreft het, ofwel een ambtenaar die in

.../...

disponibiliteit werd gesteld om in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi een ambt uit te oefenen, ressorterend onder een openbare dienst of een instelling die diensten van openbaar nut exploiteert, ofwel een ambtenaar in disponibiliteit om een openbaar ambt in Congo, Rwanda of Burundi uit te oefenen, dan is het wachtgeld gelijk aan de activiteitswedde welke de ambtenaar zou hebben gehad indien hij in actieve dienst was gebleven. Dat wachtgeld is verschuldigd vanaf de dag dat de ambtenaar zich werkelijk opnieuw ter beschikking van het bestuur stelt".

Artikel 11.

Dit artikel bepaalt dat "de ambtenaar die zich in instantie van wedertewerkstelling bevindt en die niet is teruggenomen binnen een termijn van een jaar sedert hij in instantie van wedertewerkstelling werd geplaatst, ambtshalve ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking". Op te merken valt dat de disponibiliteit wegens ontstentenis van betrekking ook voorgeschreven is in artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit van 26 juni 1962 betreffende de administratieve toestand der Rijksambtenaren van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken.

De Raad van State heeft reeds gewezen dat een tekst die bepaalt dat een ambtenaar ambtshalve na een bepaalde periode in disponibiliteit wordt gesteld, niet betekent dat de betrokkene bij het verstrijken van die periode van rechtswege in disponibiliteit is, maar dat die disponibiliteit moet worden uitgesproken door de bevoegde overheid omdat de betrokkene daardoor in een nieuwe

.../...

administratieve stand wordt geplaatst (arrest nr 4754, MANGUETTE,van 22 december 1955). Die interpretatie zal ook moeten worden aangenomen voor de toepassing van artikel 11 van het ontwerp. Zij is bevestigd in artikel 14 van het ontwerp, waaruit moet worden afgeleid dat aan de disponibiliteit wegens ontstentenis van betrekking een voorstel moet voorafgaan. Men leze derhalve : "... wordt in disponibiliteit gesteld wegens ontstentenis van betrekking". Mocht deze interpretatie niet stroken met de bedoeling van de Regering, dan zou in artikel 11 het woord "ambtshalve" moeten worden vervangen door "van rechtswege". Maar in dat geval zouden ook wijzigingen moeten worden aangebracht in artikel 14, waarin sprake is van een "voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking".

Artikel 12.

Krachtens het tweede lid wordt voor het berekenen van het wachtgeld rekening gehouden met het aantal "werkelijke administratieve dienstjaren". Het tweede en het derde lid van artikel 4 van het ontwerp, die krachtens artikel 3 van toepassing zijn op ambtenaren in disponibiliteit wegens ontstentenis van betrekking, bepalen welke diensten in aanmerking komen voor het berekenen van het wachtgeld. Wil men iedere dubbelzinnigheid uitsluiten, dan vervange men in het tweede lid de woorden "werkelijke administratieve dienstjaren" door "dienstjaren".

In dit lid vervange men het teken "%" door "t.h." ; deze opmerking geldt ook voor de artikelen 13 en 19.

.../...

Het slot van het derde lid leze men als volgt : "Van het derde jaar af wordt het verminderd zoals bepaald in het tweede lid ; de referentievoet wordt echter van 1/45e op 1/30e gebracht".

Artikel 13.

Dit artikel bepaalt de administratieve toestand van de ambtenaar in disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst. Het zegt niet uitdrukkelijk dat de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering en op bevordering tot een hogere wedde behoudt. Daaruit kan worden afgeleid dat de ambtenaar die op die grond in disponibiliteit is gesteld, die aanspraken niet meer kan doen gelden. Het ware nochtans nuttig indien het ontwerp zich hierover duidelijk uitsprak, zoals het doet voor de overige gevallen van disponibiliteit. Men zou zich derhalve kunnen afvragen waarom die zaak niet geregeld is voor de ambtenaren in disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst. Derhalve wordt voorgesteld, artikel 13 aan te vullen met een nieuw lid, luidend als volgt :

"De ambtenaar in disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst verliest zijn aanspraken op bevordering en op bevordering tot een hogere wedde".

Wat de woorden "werkelijke administratieve dienstjaren" betreft, die in het eerste en in het tweede lid van artikel 13 staan, geldt dezelfde opmerking als bij artikel 12 is gemaakt. Artikel 4, tweede lid, van het

.../...

ontwerp vindt toepassing voor het berekenen van het wachtgeld van de ambtenaar in disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst. Voor het berekenen van het wachtgeld komen derhalve in aanmerking die dienstjaren waarmede rekening is gehouden voor het vaststellen van het rustpensioen. Krachtens artikel 22 van de wet van 2 augustus 1955 houdende perekwatie der rust- en overlevingspensioenen omvatten die diensten echter ook de administratieve diensten, in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi volbracht. Het derde lid van artikel 13 zou dus moeten vervallen.

Artikel 14.

Krachtens dit artikel kan de ambtenaar "die het voorwerp uitmaakt van een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of ambtsontheffing in het belang van de dienst" beroep instellen bij de raad van beroep, ook al zegt geen verordeningsbepaling dat aan beslissingen welke de ambtenaren om die redenen in disponibiliteit stellen een voorstel moet voorafgaan, noch welke overheid bevoegd is om dat voorstel te doen. Derhalve wordt voorgesteld het artikel als volgt te lezen:

"Artikel 14.-

Aan de disponibiliteit wegens ontstentenis van betrekking of wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst moet een voorstel voorafgaan, gedaan door ...
Van dat voorstel wordt kennis gegeven aan de ambtenaar, die daartegen kan opkomen bij de bevoegde raad van beroep".

.../...

Artikel 15.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen

"Artikel 15.-

Disponibiliteit wegens bijzondere opdracht wordt alleen verleend wegens opdrachten aan de ambtenaar toevertrouwd door de Belgische Regering, een buitenlandse Regering, een internationale instelling of een Belgisch of buitenlands openbaar bestuur. Zij wordt alleen verleend wanneer de opdracht wegens haar duur, belang of aard onverenigbaar is met de normale uitoefening van het hoofdambt".

Overbodig zijn : 1° de bepaling dat de instellingen door de Belgische Regering erkend moeten zijn, want geen tekst voorziet in zodanige erkenning, terwijl bovendien de Minister steeds vrij kan beslissen of de disponibiliteit al dan niet wordt verleend ; 2° de bepaling dat de opdrachten "door de bevoegde overheid aangenomen" moeten zijn. Dit spreekt immers vanzelf.

+

+ +

In verband met de artikelen 15 en 16 moet worden opgemerkt dat er bijzondere teksten betreffende de inrichting van sommige openbare diensten bestaan, waarin wordt gezegd dat die diensten Rijksambtenaren onder hun personeel mogen tellen. Sommige van die bijzondere teksten bepalen gedeeltelijk het statuut van die Rijksambtenaren. Voorbeelden zijn :

.../...

- Artikel 37 van het koninklijk besluit van 16 september 1959 houdende statuut van de voorzitter, de secretaris-generaal en het personeel van de Nationale Raad voor wetenschapsbeleid, hetwelk bepaalt dat indien die betrekkingen worden bekleed door Rijksambtenaren, deze gedetacheerd en "buiten kader geplaatst" worden.

- Artikel 14 van het koninklijk besluit van 4 mei 1962 tot vaststelling van het statuut van de secretaris-generaal en van het personeel van de dienst voor de ontwikkelingssamenwerking en tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden, hetwelk bepaalt :

> "De ambten die voorkomen in het organiek kader van het personeel van de dienst kunnen worden toevertrouwd aan Rijksambtenaren die met het oog daarop in hun bestuur van herkomst met verlof zonder wedde worden gesteld ...".

- Artikel 265, eerste en vijfde lid, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, hetwelk bepaalt :

> "Tot het personeel van de Rijksdienst kunnen leden van het Rijkspersoneel behoren. In het bestuur waaruit zij komen, worden zij ... wegens bijzondere opdracht ter beschikking gesteld ...".

.../...

In zover die bepalingen in strijd zijn met de nieuwe regelen van het statuut, zullen zij worden opgeheven krachtens artikel 7 van het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het Rijkspersoneel (L.8593), tenzij zij door artikel 8 van hetzelfde besluit uitdrukkelijk in stand worden gehouden.

Over de disponibiliteit wegens bijzondere opdracht is nog een andere opmerking te maken. Ambtenaren van een Ministerie kunnen geroepen worden om tijdelijk een ambt uit te oefenen in een ander Ministerie. Zij kunnen ook gedetacheerd worden om een betrekking uit te oefenen in een ander bestuur ofschoon tussen beide besturen geen interpenetratie van de kaders bestaat. De praktijk heeft aangetoond dat verschillende procédés zijn toegepast toen het zaak was de administratieve toestand van die ambtenaren te regelen in de dienst welke zij tijdelijk hadden verlaten. In sommige gevallen zijn die ambtenaren "buiten kader" geplaatst op grond van artikel 9 van het besluit van de Regent van 20 juni 1946 houdende geldelijk statuut van het door de Staat bezoldigd personeel. In andere gevallen zijn zij het voorwerp geweest van een "detacheringsbesluit", een administratieve maatregel die in geen verordeningstekst uitdrukkelijk is bepaald. In nog andere gevallen zijn die ambtenaren wegens bijzondere opdracht in disponibiliteit gesteld. Tenslotte is soms ook een maatregel genomen waarin twee van die rechtsprocédés werden gecombineerd. Om tot een eenvormige praktijk te komen, zou een uitdrukkelijke bepaling de toestand moeten regelen van de ambtenaren die gedetacheerd zijn in een Rijksbestuur waarvan het personeel aan het statuut van 2 oktober 1937 onderworpen is.

.../...

Artikel 17.

Het ontwerp stelt de ambtenaar "ambtshalve" in disponibiliteit wanneer de duur van zijn verlof wegens ziekte of gebrekkigheid het maximum overtreft, bepaald in artikel 13 van het koninklijk besluit betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen (L.8653). Op dat artikel 13 wordt echter uitzondering gemaakt in artikel 14 van hetzelfde ontwerp. Hieraan zou moeten worden herinnerd. Het ontwerp zegt dat de disponibiliteit "ambtshalve" wordt verleend. Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard is de term "de plein droit" bewust gebruikt. Hieruit volgt dat juridisch geen beslissing nodig zal zijn opdat de administratieve stand van de ambtenaar wordt gewijzigd, hetgeen niet wegneemt dat, voor een goede inrichting van de administratie, die wijziging in een tekst zou moeten worden geconstateerd.

Voorgesteld wordt, artikel 17 als volgt te lezen :

"Artikel 17.-

Onder voorbehoud van artikel 14 van het koninklijk besluit van ... betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen, is de ambtenaar van rechtswege in disponibiliteit wanneer hij wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig is nadat hij de maximumduur heeft bereikt van het verlof dat hem op grond van artikel 13 van genoemd besluit om die reden kan worden verleend".

.../...

Artikel 22.

Dit artikel bepaalt dat de ambtenaar ambtshalve kan worden ontslagen. Zoals reeds is gezegd naar aanleiding van het onderzoek van artikel 11, betekent een tekst die de stand van de ambtenaar ambtshalve wijzigt, niet dat die stand van rechtswege, zonder beslissing van de overheid, wordt gewijzigd. Om iedere moeilijkheid te ondervangen, vervange men de woorden "wordt ambtshalve als ontslagnemer beschouwd" door "kan worden geacht ontslag te nemen".

Artikel 23.

Voorgesteld wordt, het eerste lid als volgt te lezen :

"In disponibiliteit wordt gesteld de ambtenaar die bij het bereiken van de pensioenleeftijd niet het aantal jaren dienst telt , vereist voor het verkrijgen van een pensioen".

Het derde lid bepaalt dat de ambtenaar in disponibiliteit wegens het bereiken van de pensioenleeftijd, zich moet gedragen naar de voorschriften van artikel 6. Dit lid moet als overbodig vervallen, want artikel 6 is een algemene bepaling die dus, behoudens strijdige bepaling, van toepassing is op alle gevallen van disponibiliteit.

.../...

Artikel 24.

De tekst onder 1° leze men als volgt :

"1° voor de ambtenaar die in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi in dienst is geweest van een bedrijf dat niet voldoet aan de eisen van artikel 25".

Wil de Regering die maatregel ook doen gelden voor ambtenaren die in Congo, Rwanda of Burundi in dienst zijn getreden nadat die gebieden onafhankelijk zijn geworden, dan zou artikel 24 moeten worden aangevuld met een nieuwe bepaling, als volgt :

"2° voor de ambtenaar die in Congo, Rwanda of Burundi in dienst is getreden van een bedrijf dat niet voldoet aan de eisen van artikel 25".

De huidige tekst onder 2° zou dan onder 3° komen te staan.

In beide voorgestelde teksten zal de verwijzing naar artikel 25 moeten worden herzien, indien de Regering ingaat op het voorstel om in hoofdstuk I nieuwe bepalingen in te voegen.

Artikel 25.

De administratieve toestand van de ambtenaar die in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi een openbaar ambt uitoefende, was geregeld in een wetsbepaling, artikel 33 van de wet van 18 oktober 1908 op het beheer van Belgisch-Congo, krachtens hetwelk de ambtenaar zijn anciënniteit

.../...

en zijn aanspraken op bevordering behield. De wet van 27 juli 1962 heeft die waarborg uitgebreid tot de diensten die in Congo, Rwanda of Burundi zijn volbracht. Het is volstrekt nodig een bijzondere regeling vast te stellen voor ambtenaren die zich op het voordeel van die wet kunnen beroepen, want in de regeling inzake disponibiliteit wegens bijzondere opdracht vinden zij niet de rechten welke die wet hun waarborgt.

Met inachtneming van deze opmerking, leze men artikel 25 als volgt :

"Artikel ...

Geen wachtgeld wordt toegekend :

1° aan de ambtenaar die in disponibiliteit was gesteld om in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi een openbaar ambt uit te oefenen als vermeld in de wet van 18 oktober 1908 op het beheer van Belgisch-Congo ;

2° aan de ambtenaar die in disponibiliteit is gesteld om in Congo, Rwanda of Burundi een openbaar ambt uit te oefenen als vermeld in artikel 1 van de wet van 27 juli 1962 waarbij sommige waarborgen worden verleend aan de Belgische ambtenaren, magistraten en militairen die gemachtigd zijn in Congo en in Ruanda-Urundi openbare ambten te aanvaarden.

De ambtenaar die overeenkomstig het eerste lid in disponibiliteit is gesteld, behoudt zijn aanspraken op bevordering en op bevordering tot een hogere wedde .

De duur van zijn disponibiliteit is gelijk aan de duur van zijn verbintenis of van zijn contract".

.../...

Artikel 26.

Het koninklijk besluit van 30 maart 1939 is herhaaldelijk gewijzigd, zodat zou moeten worden voorzien in de opheffing van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, gewijzigd bij ...

Op te heffen ware ook het koninklijk besluit van 11 april 1940 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel.

In het tweede lid zou het woord "evenwel" moeten vervallen.

Bij de opheffing van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel rijst de vraag welke de gevolgen van die opheffing zijn voor de besluiten die daarnaar verwijzen, bijvoorbeeld het besluit van de Regent van 12 juni 1946 houdende toepassing op het wetenschappelijk personeel van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel (1) en het koninklijk besluit van 12 juli 1951 betreffende de terbeschikkingstelling van de leden van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel van de inrichtingen afhangend van het Bestuur van Schone Kunsten en Letteren. Op de problemen in verband met de besluiten die naar een opgeheven of gewijzigd besluit verwijzen, is gewezen in het advies over het ontwerp-koninklijk besluit "houdende hervorming van de administratieve toestand van het Rijkspersoneel" (L.8593/1). De vraag doet zich des te scherper in het onderhavige ontwerp voor daar

.../...

(1) Gewijzigd bij artikel 80 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953.

artikel 1 in een nieuwe bepaling stelt dat het besluit alleen van toepassing is op de Rijksambtenaren die onder het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 vallen.

Wil de Regering de regelen van het ontwerp dadelijk toepassing doen vinden op de titularissen van ambten wier disponibiliteitsregeling is vastgesteld door verwijzing naar het koninklijk besluit van 30 maart 1939, dan zal zij in de hen betreffende koninklijke besluiten de verwijzing naar het besluit van 30 maart 1939 moeten vervangen door een verwijzing naar het onderhavige ontwerpbesluit.

Wil zij daarentegen voor die personen de regeling van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 in stand houden, dan dient zij aan het eerste lid van artikel 26 van het ontwerp een tweede volzin toe te voegen, als volgt :

"Dat koninklijk besluit blijft echter, onder de voorwaarden bepaald in het besluit van de Regent van 12 juni 1946 houdende toepassing op het wetenschappelijk personeel van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel en in het koninklijk besluit van 12 juli 1951 betreffende de terbeschikkingstelling van de leden van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel van de inrichtingen afhangend van het Bestuur van Schone Kunsten en Letteren (1), van toepassing op hen die onder deze koninklijke besluiten vallen".

.../...

(1) Eventueel nog andere besluiten vermelden.

Artikel 27.

Ter vrijwaring van de verkregen rechten, voege men aan dit artikel een tweede volzin toe, als volgt : "Die herziening heeft geen terugwerkende kracht".

De Raad van State moge in herinnering brengen dat hij in zijn advies over een ontwerp-koninklijk besluit "tot wijziging en coördinatie" van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, een opmerking heeft gemaakt over het geval van de "buiten kader" geplaatste ambtenaren (L.8594/1 , opmerking bij artikel 98).

\+

\+ +

Het ontwerp bevat organieke bepalingen betreffende de wedden. Krachtens artikel 6 van de wet van 20 juli 1921 tot instelling van de boekhouding der betaalbaar gestelde kredieten, moet de Minister van Financiën het dus mede-ondertekenen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.